

Données alarmantes sur les perspectives d'emploi des étudiants de maîtrise et de doctorat en histoire

Dans un article précédent, intitulé « Des chiffres et des lettres (ces dernières sont le M, A, P, H et D) » (vol. 35, no2), Jean-François Lozier s'inquiétait du sort de tous ces nouveaux détenteurs d'une maîtrise et d'un doctorat en histoire – il en dénombrait 423 à la maîtrise et 81 au doctorat pour la seule année 2005 — qui étaient à la recherche d'un emploi. Et pour cause : il constatait que le nombre d'étudiants de deuxième et troisième cycles en histoire était en constante augmentation, cela malgré une légère diminution pendant la deuxième moitié des années 1990. Cela, c'est sans compter sur le fait que plus de la moitié des étudiants au doctorat n'avaient toujours pas complété leur formation après 10 ans, ce qui laisse présumer un nombre élevé d'abandons et de doctorants en histoire sur le marché du travail. Du même souffle, Lozier faisait état de son impossibilité à colliger des statistiques sur le taux d'emploi des détenteurs d'une maîtrise et d'un doctorat.

Je me propose ici de faire œuvre utile en faisant la recension des statistiques en matière d'emploi colligées par une variété d'agences gouvernementales. Au premier chef, Statistique Canada a recensé certaines statistiques révélatrices sur les étudiants détenteurs d'un doctorat en sciences humaines¹, deux ans après leur diplomation. Les diplômés de 2005 étaient, en 2007, travailleurs salariés dans une proportion de 72 %, travailleurs autonomes (6 %), sans emploi (15 %), inactifs (5 %) et aux études (2 %)². Le taux d'emploi à temps partiel se situait à 18 %, le taux le plus élevé parmi tous les domaines d'études³. Cette enquête nous apprend par ailleurs que les diplômés universitaires en sciences humaines exerçaient une profession dans le domaine de l'enseignement dans une proportion de 77 % et dans les services professionnelles et scientifiques, dans une proportion de 4 %, entre autres domaines⁴. Au moment de mettre sous presse, aucune statistique n'était toutefois disponible sur le taux d'emploi des détenteurs d'une maîtrise et d'un doctorat en histoire à l'échelle canadienne.

Il faut donc s'en remettre aux enquêtes provinciales sur le sujet. Le Conseil des universités de l'Ontario compile des statistiques exclusivement sur les étudiants nouvellement diplômés du baccalauréat en histoire dans la grande catégorie des humanités (« Humanities »)⁵. Dans son enquête « BC University Survey of Graduates from Masters and Doctorate Programs », The University Presidents' Council of British Columbia propose des données sur le degré de satisfaction de l'ensemble des détenteurs d'une maîtrise et d'un doctorat pour leur formation universitaire et sur la manière dont ils mettent en valeur leurs compétences sur le marché du travail⁶. Les « Alberta Graduate Outcomes Surveys » font état du taux de placement des étudiants issus de programmes universitaires albertains et de leur taux de satisfaction vis-à-vis de leur formation. Ces données

ne sont pas ventilées par programme d'études, ce qui les rendent inutilisables⁷. Le nombre d'étudiants aux études supérieures en histoire dans les provinces de Saskatchewan, du Manitoba, du Nouveau-Brunswick, de la Nouvelle-Écosse, de l'Île-du-Prince-Édouard et de Terre-Neuve est, quant à lui, trop faible pour tirer des constats généraux et pour garantir la confidentialité des données.

Fait rare : au Québec, le ministère de l'Éducation a réalisé une série d'enquêtes approfondies sur les détenteurs d'une maîtrise et d'un doctorat en histoire parmi une variété d'autres disciplines. En attendant la réalisation d'enquêtes du même type pour l'ensemble des provinces canadiennes, cet exemple peut servir de révélateur de tendances qui se remarquent ailleurs. Plusieurs éléments sont toutefois susceptibles de limiter la typicité canadienne de cet exemple : la variation des salaires d'une province à l'autre; les fluctuations du taux de chômage; l'étendue des institutions culturelles, la taille de la fonction publique et du réseau d'emplois potentiels pour une province donnée; les clivages entre la ville et la campagne.

Taux d'emploi des détenteurs d'une maîtrise en histoire au Québec, deux ans après l'obtention de leur diplôme (1999-2009)

Catégories statistiques	1999	2001	2003	2005	2007	2009
En emploi (%)	57,4	58,7	66,7	53,1	59,6	64,7
— À temps plein (%)	75,4	81,1	83,3	88,2	82,4	80
— Emploi en lien avec la formation (%)	45,5	40	35	46,7	60,7	72,7
À la recherche d'un emploi (%)	12,2	3,2	5,6	7,8	1,8	3,5
Aux études (%)	24,5	33,3	26,4	35,9	35,1	30,6
Personnes inactives (%)	5,9	4,8	1,4	3,1	3,5	1,2
Taux de chômage (%)	17,5	5,1	7,7	12,8	2,9	5,2
Salaire hebdomadaire brut moyen (\$)	723	613	708	725	760	876

Les six enquêtes consacrées aux détenteurs d'une maîtrise en histoire, interrogés deux ans après l'obtention de leur diplôme, nous permettent de retracer l'évolution de l'emploi de 1999 à 2009⁸. À la lecture du présent tableau, un constat s'impose : le taux d'emploi demeure sensiblement stable, avec une moyenne de 60 % des étudiants en emploi et un sommet en 2003 à 66,7 %. Ces taux correspondent aux personnes qui ont dit travailler à leur compte ou pour autrui durant les semaines de référence de l'enquête, que ce soit à temps plein (plus de 30 heures) ou à temps partiel. Le haut taux d'étudiants aux études (moyenne : 30,1 %) explique pour une grande part la faiblesse de ces taux. Fait positif : on remarque une amélioration constante du taux des détenteurs d'une maîtrise en histoire qui possèdent un

emploi à temps plein en lien avec leur formation, le taux passant de 19,69 % (1999) à 37,73 % (2009)⁹. La moyenne sur 11 ans se situe quant à elle à 24,6 %.

Les personnes qui n'ont pas d'emploi et qui ne sont pas aux études, combinaison des catégories « À la recherche d'un emploi » et « Personnes inactives », demeurent aussi relativement faibles : 8 % (2001), 7 % (2003), 10,9 % (2005), 5,3 % (2007) et 4,7 % (2009). La seule exception à cette tendance, l'année 1999, où pas moins de 18,1 % des détenteurs d'une maîtrise n'avaient pas d'emploi et n'étaient pas aux études. Le taux de chômage pour les détenteurs d'une maîtrise était, pour cette année précise, de 17,5 %. Le chômage atteindra un nouveau sommet en 2005, avec 12,8 %. Je laisse le soin à d'autres chercheurs d'examiner les causes profondes de cette situation.

Il semble bien que la progression du salaire hebdomadaire obtenu par les détenteurs d'une maîtrise en histoire en emploi à temps plein ne suive pas le coût de la vie. Pour preuve, sur 11 ans, leur salaire n'a augmenté que de 21,2 %, passant de 723 \$ (1999) à 876 \$ (2009), taux en deçà de l'inflation nationale (23,1 %¹⁰). L'extrême volatilité des salaires d'une année à l'autre est sans doute le reflet d'une certaine précarité en matière d'emploi.

Taux d'emploi des docteurs en histoire au Québec, deux ans après l'obtention de leur diplôme (2001-2010)

Catégories statistiques	2001	2005	2010
En emploi (%)	88,2	81,3	71,4
— À temps plein (%)	73,3	69,2	60
— En lien avec la formation (%)	90,9	88,9	66,7
À la recherche d'un emploi (%)	0	12,5	7,1
Aux études (%)	5,9	0	0
Stagiaires postdoctoraux (%)	**	0	7,1
Personnes inactives (%)	5,9	6,3	14,3
Taux de chômage (%)	0	13,3	9,1
Salaire hebdomadaire brut moyen (\$)	948	1063	1140

Les statistiques sur les détenteurs d'un doctorat sont beaucoup plus alarmantes¹¹. Les enquêtes recensées révèlent une décroissance marquée sur 10 ans des docteurs en histoire en emploi deux ans après l'obtention de leur diplôme, le taux passant de 88,2 % (2001) à 71,4 % (2010), perte qui n'est pas compensée par la présence de docteurs en histoire qui effectuent des stages postdoctoraux (7,1 %). De ce nombre, en 2010, 60 % ont dit travailler à plein temps, baisse considérable par rapport à 2005 (69,2 %) et 2001 (73,3 %). Ceux-ci gagnaient un salaire hebdomadaire brut de 1140 \$ en 2010 (salaire annuel : 59 280 \$), comparativement à 1063 \$ en 2005 (55 276 \$) et 948 \$ en 2001 (49 296 \$), ce qui suit sensiblement l'augmentation du coût de la vie (18,6 % d'augmentation de 2001 à 2010¹²). Ces chiffres concordent pour une large part avec ceux de Statistique Canada sur le salaire annuel médian des détenteurs canadiens d'un doctorat en sciences humaines en

2007, deux ans après l'obtention de leur diplôme, qu'elle situe à 60 000 \$¹³. Une autre étude indique que 34,8 % des détenteurs d'un doctorat en sciences humaines possédaient un salaire de 55 000 \$ par année après leur diplomation, comparativement à 54,7 % des diplômés en sciences sociales¹⁴.

Parmi ceux qui possèdent un emploi à temps plein, 66,7 % disaient en 2010 exercer un emploi en lien avec leur formation, une autre baisse significative par rapport à 2005 (88,9 %) et 2001 (90,9 %). C'est dire que, pour l'ensemble de l'échantillon, deux ans après leur diplomation, seulement 28,6 % des docteurs en histoire de la promotion de 2008 exerçaient un emploi à temps plein en lien avec leur formation, comparativement à 50 % pour ceux de 2003 et 58,8 % pour ceux de 1999, cela même si le nombre de docteurs en histoire est demeuré stable.

Un autre chiffre inquiétant est celui du taux de personnes inactives, c'est-à-dire des personnes ayant déclaré ne pas avoir d'emploi, ne pas en chercher un et ne pas être aux études. Ce taux a bondi de 5,9 % (2001) à 14,3 % (2010), chiffres astronomiques si on les compare à l'ensemble des détenteurs d'un doctorat au Québec (2001 : 3,7 %; 2005 : 2,9 %; 2010 : 4,4 %). Parallèlement, le nombre d'étudiants à la recherche d'un emploi est passé de 0 % (2001), puis de 12,5 % (2005) à 7,1 % (2010). Au final, les personnes qui n'ont pas d'emploi et qui ne sont pas aux études postdoctorales ou autre se situaient à 5,9 % en 2001, à 18,8 % en 2005 et se situe maintenant à 21,4 % (2010).

Statistique encourageante, toutefois, le taux de chômage, soit le rapport, exprimé en pourcentage, entre le nombre de personnes diplômées en histoire à la recherche d'un emploi et l'ensemble de la population active (personnes en emploi et personnes à la recherche d'un emploi), est passé de 13,3 % (2005) à 9,1 (2010). Pour mettre les chiffres sur le chômage de 2010 en perspective, il faut savoir que le taux de chômage pour l'ensemble de la population active québécoise de janvier se situait à 8 %, et que celui des étudiants ayant terminé des études de doctorat, tous programmes confondus, correspondait à 5,2 %. C'est tout de même loin du taux de chômage des détenteurs d'un doctorat en histoire de 2001 (0 %), chiffre qui se compare avantageusement au taux de chômage non désaisonné de l'ensemble de la population québécoise (9,6 %).

Comment expliquer cette baisse du taux d'emploi chez les docteurs en histoire et, plus particulièrement, celui de la rareté soudaine des emplois en histoire? Serait-ce que le ralentissement économique suscite des compressions budgétaires dans les universités canadiennes, compressions qui provoquent une plus grande rareté de l'embauche de nouveaux professeurs? Cette situation pourrait-elle s'expliquer par les pressions constantes exercées par les gouvernements favorisant le non-remplacement des employés nouvellement retraités dans les fonctions publiques provinciales et fédérale, de même que dans les organismes publics et parapublics (à Parcs Canada, entre autres)? Ou serait-ce plutôt que l'effet cumulé de nouvelles

cohortes de détenteurs d'une maîtrise et d'un doctorat, qui peinent à se trouver un emploi — à tout le moins au Québec —, contribue à aggraver la situation?

Nul ne peut répondre affirmativement à ces hypothèses. Une chose demeure, toutefois : la situation est plus critique que jamais. Il est primordial que les départements d'histoire à travers le pays, en collaboration avec les services de placement, se soucient du sort professionnel de leurs étudiants en histoire en réalisant des enquêtes sur la situation locale en matière d'emploi et en préparant, s'il y a lieu, des plans d'action pour remédier à la situation. Je dirais par ailleurs ceci aux étudiants aux cycles supérieurs qui ont lu le présent texte : il n'y a pas lieu de vous

décourager. Il n'en tient qu'à vous de tirer votre épingle du jeu, d'autant plus qu'une série de facteurs peuvent expliquer l'emploi ou le non-emploi d'une personne : l'étendue de son réseau, son champ de spécialisation, sa capacité à enseigner, la qualité de sa thèse, ses publications, ses expériences d'emploi connexes, son implication communautaire, sa personnalité, etc.

Olivier Côté, représentant des étudiants diplômés
au conseil de la Société historique du Canada
cote2043@yahoo.ca

¹ Cette catégorie inclut les disciplines suivantes : histoire, lettres, langues et littérature, autres sciences humaines.

² Louise Desjardins et Darren King, « Espérances et résultats sur le marché du travail des titulaires de doctorat des universités canadiennes », Statistique Canada, 2011, p. 45.

³ *Ibid.*, p. 48.

⁴ *Ibid.*, p. 33.

⁵ Council of Ontario Universities, « Cudo », <http://www.cou.on.ca/statistics/cudo.aspx>, consulté le 15 juin 2011; *Idem.*, « Surveys », <http://www.cou.on.ca/issues-resources/student-resources/surveys.aspx>, consulté le 15 juin 2011.

⁶ Sham Pendleton et Walter Sudmant, « BC University Survey of Graduates from Masters and Doctorate Programs », *The University Presidents' Council of British Columbia*, 2006, p. 28.

⁷ Harris Decima, « Alberta Graduate Outcomes Survey : Class of 2007-2008 », 2010, 140 p. ; Alberta Advanced Education and Technology, « Alberta Post-Secondary Graduate Outcomes Survey : Class of 2005-2006 », 2008, 150 p. ; Alberta Advanced Education and Technology, « Alberta Post-Secondary Outcomes Survey : Class of 2003/2004 », 2006, 105 p.

⁸ Il faut savoir que le nombre d'étudiants ayant obtenu une maîtrise en histoire au Québec a connu une croissance significative, passant de 95 (1999, 2001), à 96 (2003), à 92 (2005), pour atteindre 98 étudiants (2007) et 130 étudiants en 2009. Le ministère de l'Éducation a contacté l'ensemble de ces cohortes étudiantes. De ce nombre, de 50,5 % (1999) à 75 % (2003) ont répondu à l'appel. Ministère de l'éducation du Québec, « La relance à l'université : le placement des personnes diplômées de 1997 pendant la semaine du 18 au 25 janvier 1999 », 2000, 48 p. ; *Idem.*, « La relance à l'université : le placement des personnes diplômées de 1999 pendant la semaine du 14 au 20 janvier 2001 », 2001, 112 p. ; *Idem.*, « La relance à l'université – 2003 : la situation d'emploi de personnes diplômées », 2004, 92 p. ; *Idem.*, « La relance à l'université – 2005 : la situation d'emploi de personnes diplômées », 2006, 86 p. ; *Idem.*, « La relance à l'université – 2007 : la situation d'emploi de personnes diplômées », 2008, 88 p. ; *Idem.*, « La relance à l'université – 2009 : la situation d'emploi de personnes diplômées », 2010, 88 p.

⁹ Ce taux est calculé en multipliant le pourcentage de gens « en emploi » par celui des sous-catégories « À temps plein » et « En rapport avec la formation ». Pour cette dernière sous-catégorie, seuls les gens qui travaillaient à temps plein ont été comptabilisés.

¹⁰ Banque du Canada, « Feuille de calcul de l'inflation », <http://www.banqueducanada.ca/taux/enseignements-complementaires/feuille-de-calcul-de-linflation/>, consulté le 22 juin 2011.

¹¹ Les enquêtes du ministère sur les détenteurs d'un doctorat proposent de précieux indicateurs ventilés sur la situation de l'emploi, deux ans après l'obtention de leur diplôme. Les personnes visées par les enquêtes étaient de 21 (2001, 2005) et 23 personnes (2010), ce qui correspond à la totalité des détenteurs d'un doctorat. Le taux de réponse des détenteurs d'un doctorat en histoire était de 81 % (2001), et le taux global de réponse pour l'ensemble des détenteurs d'un doctorat était de 56 % pour les enquêtes de 2005 et de 2010. Ministère de l'éducation du Québec, « La relance à l'université 2010 : la situation d'emploi des personnes titulaires d'un doctorat », 2011, 15 pages ; *Idem.*, « Le placement des personnes diplômées de 1999 pendant la semaine du 14 au 20 janvier 2001 », 2001, 112 p.

¹² Banque du Canada, « Feuille de calcul de l'inflation », <http://www.banqueducanada.ca/taux/enseignements-complementaires/feuille-de-calcul-de-linflation/>, consulté le 22 juin 2011.

¹³ Louise Desjardins et Darren King, *op.cit.*, p. 28.

¹⁴ Garth William, « Les études doctorales au Canada : 1900-2005 », *Association canadienne pour les études supérieures*, 2005, p. 14.

In a previous article, entitled “Of Numbers and Letters (the latter are the M, A, P, H and D)” (vol. 35.2), Jean-François Lozier was concerned about the fate of all the graduate students with an MA or a Ph.D. diploma in history - he counted 423 master's students and 81 doctoral students in 2005 alone - who were looking for a job. And for good reasons: he discovered that the number of graduate students in history was constantly increasing, despite a slight decrease during the second half of the 1990s. That was without counting the more than half of doctoral students who had not completed their degree after 10 years, which suggests a high number of dropouts and PhD students in history in the labour market. At the same time, Lozier stated his inability to collect statistics on the employment rate of those who held a master's or doctoral degree.

I propose to do useful work by reviewing of statistics on employment collected by a variety of government agencies. First and foremost, Statistics Canada reported some revealing statistics on students who hold a doctorate in the humanities¹, two years after their graduation. In 2007, 72% of 2005 graduates were paid employees, 6% self-employed, 15% unemployed, 5% inactive and another 2% in school². The rate of part-time employment stood at 18%, the highest rate among all fields of study³. This survey also tells us that 77% of university graduates in the humanities pursued a profession in the field of education and another 4% went into professional and scientific services among other areas⁴. At the time of going to press, however, no statistics were available on the employment rate for master's and Ph.D. graduates in history from across Canada.

We must therefore rely on provincial surveys on the subject. The Council of Ontario Universities only compiles statistics on students graduating with a BA in history in the broad category of the humanities (“Humanities”)⁵. In its survey, “BC University Survey of Graduates from Master's and Doctorate Programs”, The University Presidents' Council of British Columbia provides data on the satisfaction level of all their Master's and Ph.D. graduates for their university education, and how they are able to they can make use of their skills in the labor market⁶. The “Alberta Graduate Outcomes Surveys” show the placement rate for students from university programs in Alberta and their level of satisfaction vis-à-vis their training. That data is not broken down by curriculum, which makes it unusable⁷. The number of graduate students in history in the provinces of Saskatchewan, Manitoba, New Brunswick, Nova Scotia, PEI Prince Edward Island and Newfoundland is too small to draw any general findings from and ensure data privacy.

Exceptionally, in Quebec, the Ministry of Education conducted a series of systematic exhaustive investigations of MA and Ph.D.

graduates in history among a variety of other disciplines. Pending the realization of similar surveys in all provinces, this example can serve to indicative trends that are noticed elsewhere. Several elements, however, may limit the establishment of a Canadian norm in this example: the variation in wages from one province to another, fluctuations in the unemployment rate, the extent of cultural institutions, the size of the civil service and potential job-related networking for a given province, and the divisions between town and countryside.

**Employment rates for MA and PhD graduates
two years after graduation (1999-2009)**

Catégories statistics	1999	2001	2003	2005	2007	2009
Employed (%)	57.4	58.7	66.7	53.1	59.6	64.7
Fulltime (%)	75.4	81.1	83.3	88.2	82.4	80
Training-related employment (%)	45.5	40	35	46.7	60.7	72.7
Looking for work (%)	12.2	3.2	5.6	7.8	1.8	3.5
In school (%)	24.5	33.3	26.4	35.9	35.1	30.6
Inactive individuals (%)	5.9	4.8	1.4	3.1	3.5	1.2
Unemployment rate (%)	17.5	5.1	7.7	12.8	2.9	5.2
Gross weekly salary (\$)	723	613	708	725	760	876

The six investigations devoted to the holders of a master's degree in history, surveyed two years after graduation, allow us to trace the evolution of employment from 1999 to 2009⁸. In reading this table, one thing is clear: the employment rate remains substantially stable, with an average of 60% of students in employment and a peak at 66.7% in 2003. These rates are based on the responses of individuals who reported working for themselves or for others during the week of reference of the inquiry, whether full-time (more than 30 hours) or part-time. The high rate of students (average: 30.1%) still in school explains to a large extent the low rates. On a positive note: there has been a steady improvement in the rate of MA students in history that have a full-time employment related to their education, the rate passing from 19.69% (1999) to 37.73% (2009)⁹. The average over 11 years is 24.6%.

People who are unemployed and not in school, the totals from the categories “Looking for a job” and “inactive”, also remain relatively low: 8% (2001), 7% (2003), 10.9% (2005), 5.3% (2007) and 4.7% (2009). The only exception to this trend was in 1999, where no less than 18.1% of Master's graduates were unemployed and not studying. The unemployment rate for Master's

graduates for that specific year was 17.5%. Unemployment reached a new high in 2005, with 12.8%. I leave to other researchers to examine the root causes of this situation.

It seems that the increase in weekly wages earned by MA graduates in history in full-time jobs did not keep up with the cost of living. For 11 years, their wages increased only 21.2%, from \$723 (1999) to \$876 (2009), rates that were below the national inflation (23.1%). The extreme volatility in earnings from one year to another is probably a reflection of a certain precariousness in employment.

**Employment rates for PhDs in history
Two years after their graduation (2001-2010)**

Catégories statistiques	2001	2005	2010
Employed (%)	88.2	81.3	71.4
Fulltime (%)	73.3	69.2	60
Training-related employment (%)	90.9	88.9	66.7
Looking for work (%)	0	12.5	7.1
In school (%)	5.9	0	0
Post Docts (%) **	0	7.1	
Inactive individuals (%)	5.9	6.3	14.3
Unemployment rate (%)	0	13.3	9.1
Gross average salary (\$)	948	1,063	1,140

Statistics on PhDs are much more alarming¹⁰. The surveys identified reveal a marked decrease over 10 years in employment for history PhDs two years after graduation, from 88.2% employment (2001) to 71.4% (2010), a decline that was not compensated by the presence of postdocs (7.1%). Of these 60% reported working full-time in 2010, a significant reduction compared with 2005 (69.2%) and 2001 (73.3%). They earned a gross weekly salary of \$1,140 in 2010 (annual salary: \$59,280), compared with \$ 1,063 in 2005 (\$55,276) and \$ 948 in 2001 (\$49,296), which roughly follows the increase in the cost of living (18.6% increase from 2001 to 2010¹¹). These figures are, to a large extent, comparable with those of Statistics Canada's median annual salary of Canadian holders of a doctorate in the humanities in 2007, two years after graduation, which is at \$60,000¹². Another study indicates that 34.8% of PhDs in the humanities had a salary of \$ 55 000 per year after graduation, compared with 54.7% of graduates in social sciences¹³.

Among those with a full-time employment, 66.7% reported in 2010 that their employment is connected with their training, another significant decrease from 2005 (88.9%) and 2001 (90.9%). This means that for the whole sample, two years after graduation, only 28.6% of PhDs in history from the class of 2008 were employed full-time in connection with their training, compared to 50 % in 2003 and 58.8% in 1999, even if the number of PhDs in history has remained stable.

Another alarming figure is the rate of inactive individuals, that is to say of those who reported not having a job, not looking for one and not in school. That rate jumped from 5.9% (2001) to 14.3% (2010), astronomical figures when compared to all the

PhDs in Quebec (2001: 3.7%, 2005: 2.9%, 2010: 4.4%). Meanwhile, the number of students looking for work increased from 0% (2001), to 12.5% (2005) and down to 7.1% (2010). In the end, people who are unemployed and not doing a postdoc or attending any other schools hovered at around 5.9% in 2001, 18.8% in 2005 and now stands at 21.4% (2010).

However, an encouraging statistic is that the unemployment rate, that is to say the ratio, expressed as a percentage of the number of graduates in history looking for a job and those in the labour force in general (employed and those seeking employment), went from 13.3% (2005) to 9.1 (2010). To put the 2010 unemployment figures in perspective, we should know that the unemployment rate for the entire working population of Quebec in January stood at 8%, and that students who have completed doctoral studies, all programs combined, amounted to 5.2%. Yet, it is still a far cry from the unemployment rate for PhD graduates in history in 2001 (0%), but a figure that compares favorably to non-seasonally adjusted unemployment rate for all of Quebec's population (9.6%).

What is the explanation for the decline in the employment rate among PhDs in history and, more specifically, for the sudden scarcity of jobs in history? Could it be that the economic downturn causes cutbacks in Canadian universities, cuts that have prevented the hiring of new professors? Can it be explained by the continued pressure from governments who opt for the non-replacement of recently retired employees in the federal and provincial civil services, as well as in public and para-public agencies (Parks Canada, amongst others)? Or is it rather than the cumulative effect of new cohorts of Master's and PhD students, who struggle to find work - at least in Quebec - is exacerbating the situation?

No one can answer yes to these assumptions. One thing remains, however: the situation is more critical than ever. It is essential that history departments across the country, working with placement services, care about the fate of their professional history students by conducting surveys on local employment and preparing, if appropriate, action plans to remedy the situation. I would say to graduate students who have read this text: there is no reason to be discouraged. It's up to you to play your cards right, especially since there are a number of factors that may explain the use or non-employment of an individual: the extent of his or her network, area of specialization, ability to teach, quality of his or her thesis, publications, employment-related experiences, community involvement, personality, etc..

Olivier Côté, Graduate Students Representative
on CHA's Council, cote2043@yahoo.ca

¹ This category includes: history, arts, languages and literature, other humanities.

- ² Louise Desjardins and Darren King, « Espérances et résultats sur le marché du travail des titulaires de doctorat des universités canadiennes », Statistics Canada, 2011, p. 45.
- ³ *Ibid.*, p. 48.
- ⁴ *Ibid.*, p. 33.
- ⁵ Council of Ontario Universities, « Cudo », <http://www.cou.on.ca/statistics/cudo.aspx>, consulted on June 15 2011; *Idem.*, « Surveys », <http://www.cou.on.ca/issues-resources/student-resources/surveys.aspx>, consulted on June 15 2011.
- ⁶ Sham Pendleton and Walter Sudmant, «BC University Survey of Graduates from Master’s and Doctorate Programs», *The University Presidents’ Council of British Columbia*, 2006, p. 28.
- ⁷ Harris Decima, « Alberta Graduate Outcomes Survey : Class of 2007-2008 », 2010, 140 p. ; Alberta Advanced Education and Technology, « Alberta Post-Secondary Graduate Outcomes Survey : Class of 2005-2006 », 2008, 150 p. ; Alberta Advanced Education and Technology, « Alberta Post-Secondary Outcomes Survey : Class of 2003/2004 », 2006, 105 p.
- ⁸ Please note that the number of students who obtained a master’s degree in history in Quebec has increased significantly, from 95 (1999, 2001), 96 (2003), 92 (2005), reaching 98 students (2007) and 130 students in 2009. The Ministry of Education has contacted all of these student cohorts. From 50.5% (1999) to 75% (2003) have answered the call. Ministère de l’éducation du Québec, « La relance à l’université : le placement des personnes diplômées de 1997 pendant la semaine du 18 au 25 janvier 1999 », 2000, 48 p. ; *Idem.*, « La relance à l’université : le placement des personnes diplômées de 1999 pendant la semaine du 14 au 20 janvier 2001 », 2001, 112 p. ; *Idem.*, « La relance à l’université – 2003 : la situation d’emploi de personnes diplômées », 2004, 92 p. ; *Idem.*, « La relance à l’université – 2005 : la situation d’emploi de personnes diplômées », 2006, 86 p. ; *Idem.*, « La relance à l’université – 2007 : la situation d’emploi de personnes diplômées », 2008, 88 p. ; *Idem.*, « La relance à l’université – 2009 : la situation d’emploi de personnes diplômées », 2010, 88 p.
- ⁹ This rate is calculated by multiplying the percentage of people “employed” by the subcategories “Full Time” and “In relation to education.” For the latter subclass, only the people who worked full time were recorded.
- ¹⁰ Investigations made by the Ministry on PhDs offer valuable disaggregated indicators on the situation of employment, two years after graduation. The persons covered by the surveys were 21 (2001, 2005) and 23 persons (2010), which corresponds to all PhDs. The response rate of those with a doctorate in history was 81% (2001), and the overall response rate for all doctoral graduates was 56% for surveys in 2005 and 2010. Ministère de l’éducation du Québec, « La relance à l’université 2010 : la situation d’emploi des personnes titulaires d’un doctorat », 2011, 15 pages ; *Idem.*, « Le placement des personnes diplômées de 1999 pendant la semaine du 14 au 20 janvier 2001 », 2001, 112 p.
- ¹¹ Bank of Canada, « Feuille de calcul de l’inflation », <http://www.banqueducanada.ca/taux/renseignements-complementaires/feuille-de-calcul-de-linflation/>, consulted on June 22 2011.
- ¹² Louise Desjardins and Darren King, *op.cit.*, p. 28.
- ¹³ Garth William, « Les études doctorales au Canada : 1900-2005 », *Association canadienne pour les études supérieures*, 2005, p. 14.



CHA president, Mary Lynn Stewart, offering a few words of thanks to Alexandra Mosquin, who is leaving council after five years as English-Language Secretary.

La présidente de la SHC, Mary Lynn Stewart, offre ses remerciements à Alexandra Mosquin, qui quitte le Conseil d’administration après cinq ans comme secrétaire de langue anglaise.